

GRANDS LACS ECHOS

- Publication mensuelle du Réseau Européen pour l'Afrique Centrale (EURAC) ●
- European Network For Central Africa ● N° 10 Juin 2005 ●
- www.eurac-network.org ●

► EDITORIAL Vers une «Ubuntu»*régionale ?

Au moment où les Burundais glissent leur premier bulletin de vote dans une urne depuis 12 ans jour pour jour, un grand sentiment d'admiration et d'humilité me vient au cœur en songeant aux souffrances endurées et au chemin parcouru depuis le déclenchement de la guerre civile qui a embrasé le pays. Malgré les retards, malgré les difficultés, dans les villes et sur les collines, les citoyens du Burundi vont désigner d'abord leurs conseillers communaux avant d'élire, le 4 juillet prochain, leurs députés. Il y a près d'un mois, notre réseau attirait l'attention des décideurs européens sur les immenses défis qui attendent ces futurs élus dès le lendemain des scrutins et l'impérieuse nécessité de préparer des programmes de coopération ambitieux qui doivent sortir le Burundi des spirales de la pauvreté et de l'exclusion économique. Aujourd'hui, au-delà de cet appel, nos membres s'appêtent à participer aux côtés de la société civile burundaise à l'observation des élections, témoigner ainsi leur solidarité et préparer l'avenir.

La transition congolaise a pris du retard sur son calendrier initial. Pourtant, le processus avance et les étapes sont, laborieusement certes, franchies les unes après les autres. Le projet de Constitution a été adopté par le Parlement. Restent 2 textes législatifs à finaliser et approuver et le calendrier électoral deviendra officiel. Jamais depuis 40 ans, la RDC n'a été aussi proche des élections. Des obstacles de taille, non techniques cette fois, se trouvent encore sur le chemin des urnes : l'insécurité et l'absence d'autorité de l'Etat règnent toujours dans certains territoires à l'Est et le « brassage » de l'armée nationale progresse trop lentement. Dans ce contexte, la volonté de quelques aventuriers politiques de lancer un coup de force institutionnel et populaire, tout en faisant croire que cela accélérera la tenue des élections et garantira une saine gestion du bien public, relève de l'imposture. Le Congo veut voter, mais sait d'expérience qu'il a tout à perdre d'une insurrection violente.

Au Rwanda, le lancement effectif des gacaca a entraîné la fuite vers les pays voisins de milliers d'individus. C'est sans doute davantage la peur d'être condamnés sommairement que le sentiment d'avoir des choses à se reprocher qui provoque ce nouvel exode qui pèse, principalement au Burundi, sur des régions déjà précarisées. Pire, au mépris des conventions internationales, des réfugiés ont été rapatriés de force et des pressions sont exercées sur les ONG et organisations internationales qui les prennent en charge.

Ces trois situations sont évidemment totalement différentes et pourraient n'être expliquées que dans leur contexte national. Pourtant, leurs origines et leurs conséquences ou leur résolution illustrent bien cette interdépendance régionale et vont conditionner le mode de coexistence entre ces peuples, cette « Ubuntu » tant attendue.-

Arnaud Gorgemans, Directeur

**« Ubuntu » est un terme qui vient (notamment) du kirundi. Selon E. Ntawanka, « l'Ubuntu déploie son plein effet quand il est ressort social, dynamique qui met les personnes en rapport les unes avec les autres. En un mot, quand il est générateur d'échanges, de solidarité, de générosité ».*

► SOMMAIRE

- Synthèse de l'actualité Mai (p. 2-4)
- **Grands Lacs** : Déclaration des présidents des Parlements Burundi-RDC-Rwanda ; Collaboration MONUC-ONUB ; Le Rwanda et l'Ouganda accusés de déstabiliser la RDC
- **RDC** : MONUC : Destruction d'engins de mort à Gbadolite ; Adoption de la Constitution et bras de fer sur la fin de la Transition ; Esclavage au Maniema ; Tentative de sécession au Katanga
- **Burundi** : Campagne pour les élections communales
- **Rwanda** : Afflux massif des Rwandais fuyant les Gacaca
- Actualité du Plaidoyer (p.5-6)
- La CE doit se montrer plus volontariste et préparer l'après-transition au Burundi ; Séminaire et Assemblée générale d'EurAC au Royaume-Uni ; Mission d'observation de la société civile européenne au Burundi ; Prolongation du mandat de l'ONUB et rapport du Secrétaire général de l'ONU ; Projet de constitution approuvé en RDC ; Activités du secrétariat ; Dynamique communautaire, DSRP en RDC ; La francophonie en RDC
- Principaux Documents reçus (p. 7 - 8)

Editeur responsable

Luc Claessens

Rue des Tanneurs, 165

1000 Bruxelles (Belgique)

Tél. + 32 2/502 33 12

Fax + 32 2/ 502 21 42

Courriel :

arnaud.gorgemans@eurac-network.org

► Grands Lacs

► Déclaration des présidents des Parlements du Burundi, de la RDC et du Rwanda

Réunis à Bruxelles les 9 et 10 mai 2005 à l'invitation des Présidents de la Chambre et du Sénat belges, les présidents des Assemblées nationales et des Sénats de la RDC, du Burundi et du Rwanda ont publié une *Déclaration* dans laquelle ils soulignent leur volonté de voir mis en oeuvre les engagements pris dans la Déclaration adoptée à Dar-Es-Salaam le 20 novembre 2004 par les Chefs d'État et de Gouvernement réunis à l'occasion de la Conférence internationale sur la Paix, la Sécurité, la Démocratie et le Développement dans la région des Grands Lacs. Ils affirment vouloir «*assurer la paix et la sécurité, la démocratie et la bonne gouvernance, le développement économique et l'intégration régionale et en vue d'apporter une solution aux questions humanitaires et sociales*». Ils réaffirment également «*la nécessité de poursuivre et de mener à bon terme tous les processus de transition, de démocratisation et de consolidation de l'État de droit dans la Région des Grands Lacs*». Ils s'engagent à exercer au mieux leur mission de contrôle parlementaire en vue de promouvoir la bonne gouvernance dans leurs États.

► Collaboration MONUC-ONUB

Le responsable de la MONUC, William Swing, a effectué une visite de travail de deux jours à Bujumbura, les 11 et 12 mai 2005, dans le cadre d'une étroite collaboration avec l'ONUB, en vue de restaurer la paix et de la sécurité dans la sous région des Grands Lacs. Cette visite faisait suite à celle de sa consœur et représentante spéciale du Secrétaire général des Nations Unies au Burundi, Mme Carolyn MC Askie, début février dernier à Kinshasa. Puisque le Burundi accuse souvent la RDC de fermer les yeux sur des activités du FNL qui cherche à le déstabiliser, la Résolution 1545 du Conseil de sécurité portant création des casques bleus pour le Burundi, autorise l'ONUB et la MONUC à collaborer pour le contrôle des mouvements transfrontaliers des armes et des dernières rebellions encore actives dans la sous-région des Grands Lacs. Le patron de la MONUC a réaffirmé la nécessité pour les deux missions de paix de se concerter régulièrement sur la

mise en application des résolutions issues de la conférence internationale sur les Grands Lacs tenue en novembre 2004 à Dar-Es-Salaam en Tanzanie. Il a affirmé par ailleurs que le Rwanda constitue également un sujet de préoccupation majeur pour la MONUC puisque, selon lui, il resterait encore sur le territoire congolais entre 30 et 40.000 ex-Forces armées rwandaises ainsi que des miliciens Interahamwe et leurs familles à rapatrier. Or, a-t-il ajouté, la normalisation des rapports de bon voisinage entre Kigali et Kinshasa reste suspendue au rapatriement de ces dernières forces politico-militaires encore présentes au Congo qui garderaient des velléités de retourner déstabiliser le Rwanda (PANA, 10/05/05).

► Le Rwanda et l'Ouganda accusés de déstabiliser la RDC

Le 11 avril dernier, la Cour Internationale de Justice (CIJ) a ouvert le procès entre la RDC et l'Ouganda suite à une plainte du premier accusant le second de piller ses richesses par le soutien à des seigneurs de la guerre qui opèrent en RDC. La RDC a également porté plainte contre le Rwanda pour son soutien à des mouvements rebelles à l'est de son territoire sous prétexte de défendre la sécurité de ses frontières. Rejetant une demande du Rwanda de «*rayer du rôle*» cette affaire, la CIJ a fixé du 4 au 8 juillet prochain les audiences publiques après avoir jugé donc l'accusation de la RDC recevable. Selon le journal *Le Potentiel*, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a également reconnu le rôle du Rwanda et de l'Ouganda dans la déstabilisation de la RDC. Lors d'une déposition, le 12 mai dernier, devant la sous-Commission sur le département d'Etat et les opérations étrangères du Sénat des Etats-Unis, elle a déclaré : «*Comme vous le savez, des forces extérieures s'emploient à déstabiliser la Rdc. Et donc, nous essayons d'amener les Rwandais, les Ougandais et d'autres à bien savoir où se trouvent leurs armées et à s'abstenir d'intervenir en Rdc, à ne pas soutenir le Rcd-Goma et les milices qui fomentent des troubles au Congo. Notre rôle a consisté à réellement essayer de faire face à ce problème*» (Le Soir, 20/05/05 et Le Potentiel, 19/05/05).

► RDC

► MONUC : Destruction d'engins de mort à Gbadolite

Selon une information de la MONUC diffusée le 19 mai 2005, plus de 100 bombes d'aviation et 74 roquettes à fragmentation ont été détruites à Gbadolite en mai 2005. Stockées à l'aéroport et dans un hôtel de la localité, elles menaçaient directement la population. Selon un démineur de l'organisation non gouvernementale britannique Mine Advisory Group (MAG), qui a réalisé l'opération sous la supervision du Centre de lutte anti-mines des Nations Unies (UNMACC), «*Parmi les bombes d'aviation, certaines d'entre elles étaient destinées à être remplies de napalm juste avant de les utiliser*». Selon Marcel Quirion, Directeur du Centre de lutte antimines des Nations Unies, installé depuis janvier 2002 en RDC, «*C'est la première fois qu'une opération de cette dimension est menée sur la base d'informations fournies par une ONG congolaise. C'est un signal très encourageant par rapport à toutes les opérations qui restent à mener au Congo*». En effet, c'est une petite organisation non gouvernementale locale, Humanitas Ubangi, qui a contacté l'UNMACC en janvier 2005 et lui a fourni toutes les informations, d'une qualité remarquable.

► Adoption de la Constitution et bras de fer sur la fin de la Transition

Le 16 mai 2005, les deux Chambres du Parlement réunis ont adopté la nouvelle Constitution en présence du Président Joseph Kabila et son homologue sud-africain, Thabo Mbeki, qui avait tenu à rehausser l'événement de sa présence. Cette constitution compte 227 articles. Sur les 500 députés, seuls 361 étaient présents. Elle a été adoptée par 348 voix pour, 5 contre et 8 abstentions. Le Président sera élu pour un mandat de 5 ans, renouvelable une seule fois. Le pays divisé actuellement en 11 provinces, en comptera 26. Dans son discours de circonstance, le Président Kabila a réaffirmé son engagement de conduire le peuple congolais aux élections. Pendant ce temps, le président de l'UDPS, Etienne Tshisekedi, incarnant plus que jamais le «*Front du refus*» et tablant sur le désespoir des quartiers populaires et la faillite de l'Etat, menace de lancer ses partisans dans la rue d'ici au 30 juin pour renverser le pouvoir actuel. Depuis janvier 2005, l'UDPS a décrété plusieurs journées «ville morte» pour protester contre le report probable des élections initialement prévues pour le 30 juin. Dans son fief de Mbuji-Mayi, ses militants ont incendié les permanen-

ces des partis politiques du Président Kabila et de Jean Pierre Bemba. Ces différents incidents ont provoqué l'arrestation de quelques dirigeants de l'UDPS et également des incendies de ses permanences. Pour sa part, le *Collectif Chrétien pour les Elections 2005* a publié le 18 mai 2005 un appel au calme. Il appelle «*fortement la préparation, l'organisation et la tenue des élections dans les délais prévus par la loi*». Par la voix de son président, Mgr Monsengwo Pasinya, la Conférence Episcopale Nationale du Congo (CENCO) a également lancé un appel au calme, le 27 mai 2005, afin d'apporter «*sa contribution positive dans la situation encore préoccupante du pays, avant l'échéance des élections nationales générales*».

► Esclavage au Maniema

Selon une dépêche de la Ligue des Droits de la Personne dans la région des grands Lacs (LDGL) dans la localité de Kindu, province du Maniema, la pratique d'esclavage demeure encore une réalité vivante et fréquente. Les habitants sont mis sous le régime des travaux forcés et sont exploités à souhait comme portefaix et forçats, par leurs autorités. La population est réquisitionnée et est contrainte aux travaux forcés. Les catégories les plus touchées sont les élèves tant du primaire que du secondaire, les marchands et les paysans. Les enfants scolarisés sont abusivement utilisés par leurs éducateurs en dehors de leurs établissements d'enseignement, pendant et souvent en dehors des heures des cours et au mépris du calendrier scolaire. (LDGL, 14/05/05).

► Tentative de sécession au Katanga

Le Président de la République a tenu une réunion sur la situation sécuritaire au Katanga. Selon l'ACP, des vellétés de sécession se seraient manifestées la semaine d'avant à Lubumbashi sous l'impulsion d'un certain groupe dénommé *Mouvement pour l'indépendance du Katanga* (MIK). Elles ont occasionné la descente sur les lieux du Président de la République et des ministres de la Défense et de la Justice. Cette tentative d'insurrection aurait été appuyée par un riche homme d'affaires, Katoto Katebe, lié au bâtonnier de Lubumbashi, Jean-Claude Muyambo. Une trentaine de civils et de militaires ont été arrêtés. L'ONG Action contre l'impunité pour les droits humains (ACIDH) a mené une enquête sur cette affaire. Elle conclut que les explications du Gouvernement ne sont pas convaincantes.

► Burundi

► Campagne pour les élections communales

Selon le porte-parole de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI), l'abbé Astère KANA, sur les 35 partis politiques agréés, seuls onze vont se présenter dans toutes les provinces du pays. Le Parti Monarchique Parlementaire (PMP) a déclaré ne pas présenter de candidats car «*les membres Baganwa ou Batwa de ce parti ne peuvent pas être présentés comme des Bahutu ou des Batutsi*». La sœur du Prince Louis Rwagasore, père de l'indépendance du Burundi a appelé la population à voter pour le CNDD-FDD qui, a-t-elle dit, prêche des idéaux semblables à ceux du Prince Rwagasore alors que l'UPRONA (parti qui se réclame du Prince) «*a opprimé la famille royale*». La Hollande a accepté d'accorder aux 1000 observateurs nationaux un montant de 500.000 \$ US. Concernant le financement des partis, la CENI a annoncé qu'un parti qui se présente dans toutes les communes recevra 10 millions de francs burundais (Fbu), un parti qui se présente dans 110 communes 8 millions, un parti qui est dans 20 communes 1,500 million et les indépendants dans une commune 224.000. (NDLR : 1 € s'échange contre 1.500 FBu). Bien que tous les partis en lice aient signé un code de bonne conduite, on a assisté à une atmosphère pré-électorale délétère émaillée par des incidents parfois violents entre militants des différents partis. Les rivalités ont été particulièrement fortes entre le FRODEBU et le CNDD-FDD présentés comme les grands vainqueurs probables de ces élections.

Certains sont accusés d'avoir mis sur des listes des candidats non natifs de la commune ou se trouvant à l'étranger. Parfois, plusieurs formations politiques se sont retrouvées au même moment sur un même lieu de meeting. La majorité des partis ont fait des promesses fallacieuses comme l'enseignement gratuit et obligatoire, la construction d'hôpitaux et de centres de santé, l'introduction de nouvelles cultures. Ces élections se déroulent au moment où le Gouvernement vient de signer un Accord de cessez-le-feu avec le Palipehutu-FNL, cessez-le-feu violé dès le lendemain par l'armée. Auparavant, le Président Ndayizeye avait nommé un nouveau ministre de l'Intérieur du CNDD-FDD en la personne de Jean-Marie Ngendahayo (Tutsi-Ganwa). L'ONUB a annoncé également la fin de l'intégration des ex-combattants dans la Nouvelle Police Nationale (Police Nationale du Burundi).

► Rwanda

► Afflux massif des Rwandais fuyant les Gacaca

Selon différentes sources, quelque 10.000 Rwandais hutu ont afflué vers les pays voisins fuyant les procès Gacaca. Selon une enquête menée au Burundi et au Rwanda par la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs (LDGL), les motifs de l'exil signalés sont spécialement «*des rumeurs qui circulaient, quelques jours avant la semaine de deuil en mémoire des victimes du génocide selon lesquelles les rescapés du génocide étaient entrain d'organiser une vengeance contre les Hutu et que ces derniers allaient être jetés dans des fosses où sont déterrés les restes des corps des Tutsi tués pendant le génocide. D'autres disaient que ces rescapés allaient les jeter dans la rivière Akanyaru*». L'enquête de la LDGL révèle également que des autorités locales et des juges intoxiquent la population en affirmant que, par le biais des juridictions Gacaca, le FPR a mis sur pied une stratégie pour venger les Tutsi qui ont perdu un des leurs pendant le génocide. Sous la pression du Rwanda, le Burundi a refusé le droit d'asile et la qualité de réfugiés aux quelque 8.599 Hutu qui ont fui dans ce pays, ce que dénoncent des organisations de défense des droits de l'homme, telles Amnesty International et Human Rights Watch. Ces associations dénoncent également les pressions, les menaces, les mesures d'intimidation et même les violences exercées par des autorités burundaises et des militaires rwandais qui ont été autorisés à opérer dans les camps des réfugiés pour les faire rentrer de force. Même le HCR a cédé aux pressions du Président de la République burundaise qui avait menacé d'expulser les membres du CICR et du HCR qui, selon lui, éloignaient clandestinement ces réfugiés de la frontière avec le Rwanda.

Pendant ce temps, au Rwanda même, deux députés Hutu ont été obligés de démissionner, accusés d'avoir participé au génocide. Jean-Népomuscène Nayinzira, ancien ministre, ancien président de la Commission nationale pour l'Unité et la Réconciliation et ancien candidat à la présidence de la République, subit des harcèlements continuels de la Police pour avoir critiqué le régime actuel. Deux mois après leur Déclaration de Rome, la question du retour des FDLR est toujours bloquée, le Président Kagame refusant toute négociation.

ACTUALITE DU PLAIDOYER

► **La communauté européenne doit se montrer plus volontariste et préparer l'après-transition au Burundi !**

Tel était le titre du communiqué publié par notre réseau le 9 mai dernier. Nous faisons écho à la publication du calendrier électoral burundais et nous réjouissons de la perspective de voir programmée la fin de la transition. Nous y résumons l'état des engagements et surtout des déboursments pour la bonne mise en œuvre des élections. Surtout, nous en appelons à la préparation sans délai d'un programme ambitieux de lutte contre la pauvreté et de relance de la coopération avec le Burundi, parent pauvre de la région.

Vous trouverez le texte complet à l'adresse suivante :

http://www.eurac-network.org/web/news_details.php?mid=1&newsId=15

► **Séminaire et Assemblée générale d'EurAC au Royaume-Uni**

Les 19 et 20 mai dernier, les membres du réseau se sont retrouvés à Londres pour l'assemblée générale de printemps. Le premier jour, les participants ont d'abord partagé leurs informations et analyses sur l'évolution du contexte régional et entendu les feedbacks donnés par les uns et les autres de leur dernière mission sur le terrain. Dans l'après-midi, ils furent rejoints par une vingtaine de représentants d'ONG internationales et britanniques pour le séminaire de réflexion qui a abordé deux thématiques : les priorités britanniques pour l'Afrique centrale dans le cadre de sa présidence du G8 et de l'Union européenne et l'influence de l'insécurité persistante à l'Est de la RDC sur le processus électoral congolais. Le rapport est déjà disponible en anglais (http://www.eurac-network.org/web/uploads/documents/20050601_6690.doc). La version française sera mise en ligne avant la fin juin.

Pendant l'assemblée proprement dite, outre le traitement des compétences habituelles comme les finances ou le rapport d'activités, les membres ont approuvé trois nouvelles adhésions : Agir Ensemble pour les Droits de l'Homme (Lyon – France), Louvain Développement (Louvain-la-Neuve – Belgique) et IRC Belgium (comme membre associé). Ils ont consacré la partie la plus importante de l'assemblée à échanger sur les récents communiqués du réseau et sur les stratégies de plaidoyer pour les mois qui viennent dans le domaine de la coopération (benchmarking et monitoring d'aide européen) et dans celui relatif aux élections au Burundi et en RDC.

► **Mission d'observation de la société civile européenne au Burundi**

L'AG d'EurAC a approuvé l'idée d'une participation de ses membres à une mission d'observation du processus électoral au Burundi aux côtés des organisations de la COSOME (Coalition de la Société civile pour le Monitoring des Elections), du moins pour la phase des élections législatives prévues pour le 4 juillet. Une mission est en cours pour préparer les détails de l'opération. La participation de représentants de la société civile congolaise est envisagée et leur permettrait de se préparer à l'observation du processus électoral en RDC. Les personnes intéressées sont invitées à se mettre en contact avec leur organisation ou avec le secrétariat d'EurAC.

► **Prolongation du mandat de l'ONUB et rapport du Secrétaire général des Nations Unies**

Le 19 mai dernier, Kofi Annan présentait au conseil de sécurité son 4^e rapport sur l'opération des Nations Unies au Burundi. Il présente un tableau assez complet de l'évolution de la situation depuis le début de l'année dans le domaine humanitaire aussi que celui des préparatifs des élections et du climat de la Transition. Il fait en particulier le point sur l'évolution de la situation militaire et sécuritaire sans faire l'impasse sur celle des droits de l'homme. Ce rapport était bien entendu un préalable au renouvellement par le Conseil de sécurité du mandat de l'ONUB qui fut décidé ce 31 mai. On notera que cette force de maintien de la paix est prorogée jusqu'au 1^{er} décembre. L'élément le plus neuf tient sans doute dans l'ébauche de mécanisme de soutien au Burundi pour la période post-transition. En effet, « l'expérience a montré que près de la moitié des pays qui sortent d'un conflit risquent de sombrer de nouveau dans la violence dans les 5 années qui suivent si de solides réformes politiques et économiques ne sont pas engagées et si le pays ne dispose pas d'un soutien financier suffisant pour faire face aux défis liés à son redressement après conflit ». C'est un peu ce que nous disions dans notre communiqué du 9 mai !

Détails de ces textes sur notre site :

http://www.eurac-network.org/web/uploads/documents/20050601_6691.pdf

http://www.eurac-network.org/web/news_details.php?mid=1&newsId=18

► **Projet de constitution approuvé en RDC!**

9 titres, 229 articles... Elle a déjà fait coulé beaucoup d'encre. L'Assemblée Nationale a remanié le texte préparé par le Sénat. Le peuple aura bientôt à se prononcer... aussitôt que sera prête la loi référendaire ! Impossible de rentrer dans le détail de ce texte fleuve. On ose à peine imaginer ce que donnerait un rejet du texte si, comme l'ont fait les Français et les Néerlandais, la population en profitait pour dire tout le mal qu'elle pensait de ses dirigeants.

Le texte se trouve sur notre site web :

http://www.eurac-network.org/web/uploads/documents/20050524_6645.doc

► **Activités du secrétariat**

Durant ce dernier mois, nous avons reçu la visite dans nos bureaux de

- (le 10 mai) Andrea LARI et Sarah MARTIN de Refugees International (ONG américaine spécialisée sur la question des Réfugiés), de retour de mission en RDC (en Ituri et au Nord-Kivu). Ils nous ont donné un feedback de leurs contacts et observations sur le terrain. Refugees International est préoccupé par le retour des familles des FDLR, quelques 40.000 femmes et enfants, dont le besoins n'ont pas jusqu'à là été pris en compte...
<http://www.refugeesinternational.org>
- (le 11) Kirsten HUND de la campagne 'Fatal Transactions'. La campagne de 2005 se fait autour des élections en RD Congo. Fatal Transactions veut ramener l'attention des médias sur le lien entre l'exploitation des ressources naturelles et l'instabilité continue au Congo. <http://www.fataltransactions.org>

En outre, nous avons assisté (le 25) à la conférence de presse du Forum International pour la Vérité et la Justice dans l'Afrique des Grands Lacs qui était destinée à présenter la recevabilité de la plainte déposée auprès de l'Audience Nationale espagnole à l'encontre de 69 officiers supérieurs de l'Armée rwandaise pour meurtres de ressortissants espagnols (entre avril 94 et juin 2000) et crimes de guerre (massacres contre des civils au Rwanda et en RDC et exploitation illégale de ressources au Congo). La Justice espagnole applique là le principe de la compétence universelle. Enfin, le 27, nous participions, à Mons (Belgique) à une conférence consacrée aux élections en RDC aux côtés de B. Leloup de l'Université d'Anvers et d'un représentant de l'Ambassade congolaise, le ministre conseiller Kasongo Numbi.

► **Dynamique communautaire ? DSRP en RD Congo**

Le Ministère du Plan vient de publier le premier draft du DSRP congolais, qui sera complété par les résultats des consultations nationales réalisées en 2004 et les commentaires d'une gamme d'acteurs dans les mois à venir. Le Gouvernement espère que le document sera terminé au mois d'août 2005 pour que le pays puisse accéder au point d'achèvement en 2006. Malgré la pauvreté exceptionnelle en RD Congo, le contenu du document, avec son accent sur la stabilité et croissance économique, ne se distingue pas beaucoup des autres DSRPs. Malheureusement, le lien entre les concertations communautaires fructueuses qui ont eu lieu dans les 11 provinces, pilotées par des organisations nationales, et ce document coloré par le consensus de Washington, est difficilement perceptible. On envisage des DSRP provinciaux plus spécifiques mais ils ne sont pas encore élaborés.

Quelles stratégies pour atteindre les communautés les plus pauvres ? Le DSRP est soutenu par trois piliers, dont le troisième met à profit la dynamique communautaire pour la réhabilitation des ménages. La mise en œuvre de cette stratégie dépendra principalement des organisations locales 'probantes' et de l'église et sera financée par des fonds PPTE. L'objectif principal est la réhabilitation des actifs des ménages - donner aux familles congolaises un habitat avec toiture, un moyen de transport, une radio, des toilettes. La réhabilitation est essentielle bien sûr mais il faut également une stratégie souple et de long terme qui tient en compte les spécificités des communautés et qui encourage un développement durable de celles-ci.

► **La Francophonie en R.D. Congo**

La Délégation générale à la Francophonie de la République démocratique du Congo a ouvert en avril, un site sur la Francophonie et ses actions dans ce pays. Les nationaux y trouveront des informations sur l'accès aux bourses d'études, l'accès au financement de projets, des avis de recrutement, les grandes rencontres francophones, la coopération décentralisée des villes, ainsi que les textes relatifs à la démocratie et aux Droits de l'Homme au sein de l'espace francophone. Les différents projets soutenus par les opérateurs de la Francophonie (AUF, AIF et AIMF) y sont présentés. Saluons cette volonté d'informer qui devrait sûrement inspirer d'autres pays membres de la Francophonie !

www.cd.refer.org/francophonie

Documents sur la région des Grands Lacs

Mai 2005

Cette liste présente une sélection, forcément partielle, des principaux documents reçus à EURAC durant le mois écoulé. Le contenu des documents n'engage que leurs auteurs et ne reflète pas l'opinion d'EurAC ou de ses membres. Vous les trouverez en principe sur notre site web ou, lorsque c'est indiqué, sur le site web des institutions qui les ont publiés. Nous vous les enverrons volontiers par courrier électronique si vous rencontrez des problèmes de téléchargement (passez dans ce cas votre commande à l'adresse : secretariat@eurac-network.org)

► Perspectives régionales

Rapport 2005 . Burundi-RDC-Rwanda.

F. 6683

AI, Londres, 01/05/05, 16 p.

Afriques : Le magazine de l'Afrique au pluriel

F. 6681

Alain D. Capo

WAN, Bruxelles, 01/05/05, 122 p (Sur papier)

Exportation du matériel de production de munitions : Belgique-France-Allemagne

F. 6672

Holger Anders, GRIP

Bruxelles, 26/05/05, 4 p.

EurAC Seminar Report

F. 6690

Laura Hucks, EurAC, Brussels
01/05/05, 3 p

► RDC : Droits de l'homme

Le corps des femmes comme champ de bataille

F. 6680

M-C. Omayondo Oyambe

RFDA, Londres, 01/01/05,

70 p (en pdf)

Bukavu, 17/05/05, 4 p

Caravane de paix et de solidarité avec Walungu

F. 6695

Idesbald B. Katabaruka et autres

Caravane de paix

Bukavu, 17/05/05, 4 p.

L'Etat congolais tue silencieusement sa population

F. 6673

Héritiers de la Justice

Bukavu, 27/05/05, 3 p.

Is Ituri on the road to stability ?

F. 6662

Stéphanie Wolters, ISS

Bunia, 12/05/05, 17 p.

Famine dans les prisons de la RDC

F. 6659

MONUC, Kinshasa, 18/05/05, 2 p

► RDC : Economie

Analyse du budget de la RDC

F. 6647

Jean-Pierre Langana

GAT/OCAP

Kinshasa, 01/05/05, 14 p.

► RDC : Eglises

L'assassinat du Père René De Haes

F. 6701

DIA

Kinshasa, 08/05/05, 3 p.

► RDC : FDLR

Congo: solving the FDLR problem one for all

F. 6655

ICG, Brussels, 12/05/05, 12 p
http://www.crisisgroup.org/library/documents/africa/central_africa/b025_the_congo_solving_the_fdlr_problem_once_and_for_all.pdf

FDLR: Chronologie depuis la Déclaration de Rome

F. 6653

AFP, Kinshasa, 05/05/05, 6 p.

Democratic Republic of the Congo: FDLR militia dependents vulnerable

F. 6697

Sarah Martin and Andrea Lari
Refugees International
Washington, 31/05/05, 3 p.

► RDC : Ressources naturelles

Le fléau de l'or

F. 6692

HRW,

New York, 02/06/05 159 p.

<http://hrw.org/french/reports/2005/drc0505/>

► RDC : Transition

RDC: Projet de Constitution du 16 mai 2005 (texte approuvé par l'Assemblée Nationale)

F. 6677

Assemblée Nationale, Kinshasa, 16/05/05, 77 p.

CEI: Requête de la prolongation de la Transition

F. 6651

Applinaire Malu Malu, CEI
Kinshasa, 28/04/05, 4 p.

Psychose autour de la date du 30 juin 2005

F. 6685

Rigobert Minani Bihuzo
RODHECIC

Kinshasa, 01/05/05, 5 p.

Sécession du Katanga : Rapport d'enquête

F. 6682

Hubert Tshiswaka et autres
ACIDH, Lubumbashi, 01/05/05,
22 p.

Mgr Monsengwo appelle à l'apaisement

F. 6671

Mgr Monsengwo, CENCO
Kinshasa, 27/05/05, 3 p.

Campagne nationale d'éducation civique en RDC

F. 6649

CEI, Kinshasa, 03/01/05, 64 p.

Promettre le chaos au 30 juin. A qui profite la violence ?

F. 6698

Rigobert Minani Bihuzo
RODHECIC, Kinshasa,
23/05/05, 7 p.

Critique du Prof. Mukadi Bonyi sur l'Avant-projet de constitution

F. 6699

Mukadi Bonyi
Kinshasa, 13/05/05, 14 p.

Les points forts et les faiblesses du Projet de Constitution

F. 6700

Florimont Muteba et autres
GAT/OCAP, Kinshasa,
07/05/05, 9 p.

► Burundi : ONU

Résolution 1602 du Conseil de sécurité sur le Burundi

F. 6694

Conseil de Sécurité, New York
31/05/05, 3 p.

Quatrième rapport du Secrétaire général sur l'ONUB

F. 6691

Kofi Annan, Nations Unies
New York, 19/05/05, 19 p.
<http://daccessdds.un.org/doc/UNDOC/GEN/N05/347/68/PDF/N0534768.pdf?OpenElement>

► Burundi : Elections

Appel aux Burundi pour prendre en mains leur destin

F. 6644

Joseph Ntamahungiro
Semerera,
Bruxelles, 28/05/05, 6 p.
http://www.obsap.org/afrique/glp/burundi/ele_Semerera.pdf

► Burundi : Politique

Burundi: Accord de paix Gouvernement-Palipehutu-FNL

F. 6657

Domitien Ndayizeye et Agathon Rwasa
Dar-Es-Salaam, 15/05/05, 2 p.
http://www.abarundi.org/allfolde/rs/rwasa_ndayizeye_declaration_commune.html

Entretien exclusif avec Agathon Rwasa, président du Palipehutu-FNL

F. 6658

Steve De Cliff et Emmanuel Bamenyekanye
Dar-Es-Salaam, 27/04/05, 7 p.

► Rwanda : Gacaca

Le crime de génocide et de crimes contre l'humanité devant les juridictions Gacaca

F. 6686

Caroline Stainier
Avocats Sans Frontières
Bruxelles, 31/12/04, 313 p.

Manuel explicatif sur les juridictions Gacaca

F. 6678

Cours Suprême
Kigali, 01/12/01, 156 p
http://www.asf.be/FR/FRnews/manuel_gacaca.pdf

► Rwanda: Politique

L'ex-ministre Jean-Népomuscène Nayinzira fustige le régime actuel

F. 6687

G. Rwamatwara
Libre Antenne, 23/05/05, 5 p.

► Rwanda : Réfugiés

Rwanda : World Food Program hampered by break in pipeline

F. 6688

Andrea Lari and Sarah Martin
Refugees International
Washington, 19/05/05, 3 p.
<http://www.refugeesinternational.org/content/article/detail/5822/?PHPSESSID=c19b7357aa1485e8578501692e413140>

Exposé sur l'exil des Rwandais certains rwandais vers les pays voisins et qui déclarent fuir les juridictions gacaca

F. 6674

Francine Rutazana
LDGL
Kigali, 10/05/05, 5 p.